

Flore Badila : « L'Église doit revisiter son rôle prophétique »

La pasteure Flore Urbaine Badila Loupe est l'auteure d'une thèse sur l'engagement politique de son Église : l'EEC (Église évangélique du Congo). Thèse qu'elle compte publier prochainement ; elle bénéficie pour cela d'un congé-recherche et du soutien du Défap. Rencontre.



Flore Badila dans la bibliothèque du Défap © Défap

Flore Urbaine Badila Loupe vient de l'Église évangélique du Congo (EEC), issue des missions scandinaves et qui revendique aujourd'hui 225.000 membres au Congo-Brazzaville. Une Église qui fait partie de la Cevaa, et avec laquelle le Défap

entretient des relations régulières. Pasteure, Flore Badila est aussi docteure en théologie, après avoir soutenu une thèse à l'UPAC (Université protestante d'Afrique centrale) sur l'engagement politique de l'EEC. Elle est également vice-doyenne de la faculté de théologie protestante de Brazzaville, et vice-présidente de la conférence des ecclésiastiques de l'EEC.

Flore Badila avait déjà bénéficié d'une bourse du Défap pour un congé-recherche en 2014-2015. Elle avait alors effectué ses travaux à l'IPT-Montpellier. Désormais, il s'agit de publier sa thèse, qui devrait bientôt être disponible sous le titre : « Le rôle de l'Église dans la politique : quel prisme pour l'avenir de la cité ? ». Elle présente ici les grands axes de ses travaux sur l'engagement politique de l'EEC.

« Face à une position paradoxale de l'Église, souligne-t-elle, j'ai pensé que l'Église devait revisiter sa façon de faire, sa vision, et plus précisément son rôle prophétique, qui est de dénoncer les injustices, et de rappeler à l'ordre les gouvernants dans leur tâche de gouvernants. »

Tunisie : la solidarité face aux tensions

Depuis les propos incendiaires du président tunisien dénonçant les migrants subsahariens, les tensions ont brusquement augmenté, avec de véritables chasses à l'homme dans certaines villes, mais aussi des manifestations contre le racisme. L'Église Réformée de Tunisie, avec laquelle le Défap est en lien et qui accueille de nombreux migrants et étudiants subsahariens, s'efforce d'aider ceux qui craignent désormais de sortir dans la rue.



*Une réunion des paroissiens de l'Église Réformée de Tunisie ©
ERT*

« Il y a un climat de méfiance dans le pays : on sent de la peur chez les Subsahariens, et de la peur chez les Tunisiens. Dans la rue, les regards ont changé. Mais il y a aussi des gens qui montrent de la compassion ; certains qui m'abordent pour me dire des paroles de soutien... Des commerçants qui nous proposent de la farine, et c'est d'autant plus précieux quand on sait les pénuries que connaît le pays... » Depuis le discours du président tunisien Kaïs Saïed dénonçant un complot qui aurait pour but de remplacer la population tunisienne par des migrants subsahariens, Freddy a vu la situation se tendre brusquement : des violences ont éclaté, de véritables chasses à l'homme ont été lancées contre les migrants. Des manifestations ont aussi été organisées pour dénoncer le racisme. Mais le président tunisien n'est pas revenu sur ses propos. Ils ont même été légitimés ou amplifiés par certains responsables tunisiens, comme le ministre des Affaires étrangères, Nabil Amar. Ou comme l'ambassadeur de Tunisie au Congo : « Il est allé propager des rumeurs horribles, parlant de migrants qui seraient descendus dans les rues de Sfax avec des machettes, qui auraient tué une femme, relate Freddy. C'est absolument sans fondement, personne n'a trouvé trace d'un tel fait-divers. »

Freddy est pasteur de l'Église Réformée de Tunisie, avec laquelle le Défap entretient une longue histoire : fondée par un missionnaire de la SMEP il y a plus de 130 ans, et longtemps fréquentée principalement par des Français, des Suisses, des Belges, des Américains ou des Anglais, elle a vu sa sociologie se transformer profondément au tournant des années 2000 avec le développement de l'immigration subsaharienne. Freddy en est lui-même une illustration, puisqu'il est né en République démocratique du Congo. Migrants ou étudiants subsahariens sont nombreux à fréquenter les cultes dominicaux. En temps ordinaire, du moins. Car depuis

les déclarations de Kaïs Saïed, ils n'osent plus sortir dans la rue. « Dimanche dernier, il n'y en avait que quelques-uns au culte », témoigne une volontaire européenne qui travaille pour une association liée à l'Église.

Les propos incendiaires du président tunisien ne sont pourtant pas venus de nulle part. Ce dont ils témoignent, c'est de la fuite en avant d'un régime de plus en plus répressif, mais incapable de régler la crise économique et sociale dans laquelle s'enfonce le pays.

Les origines de la crise

Une inflation à plus de 10% et des pénuries quotidiennes : en Tunisie, on manque de lait, de farine, de viande, d'œufs, d'huile... L'impact de la guerre en Ukraine est bien présent : le prix des matières premières et notamment celui des céréales, utilisées pour nourrir le bétail, a grimpé en flèche depuis le début du conflit. Mais comme le reconnaît lui-même Samir Saïd, le ministre de l'Économie, cette guerre n'a fait qu'empirer une crise préexistante. Si la « révolution du jasmin », en 2011, a provoqué le départ du président Zine el-Abidine Ben Ali et servi de facteur déclencheur au « printemps arabe », elle s'est aussi traduite par une décennie de croissance perdue dans une économie multipliant les facteurs de blocage et incapable de se réformer : entre 2011 et 2019, la croissance du produit intérieur brut est tombée à 1,7% en moyenne. Avec la guerre en Ukraine et la hausse des coûts de l'énergie, le pays peine désormais à boucler son budget et attend du Fonds monétaire international un prêt de 1,9 milliard de dollars, en échange d'un programme de réformes économiques drastiques.



Un culte de l'Église Réformée de Tunisie © ERT

Au-delà du chômage et des pénuries, les espoirs déçus de la révolution de 2011 ont aussi une traduction politique : en janvier dernier, le second tour des législatives a été marqué par une abstention de près de 90 %. Un désenchantement qui profite aux rhétoriques populistes comme celle de l'actuel chef de l'État tunisien. Élu en 2019 à la faveur d'un vote qui avait marqué un rejet massif des élites sorties de la révolution tunisienne, Kaïs Saïed devait sa popularité à sa dénonciation de la corruption et à son image d'ascète et d'homme modeste. Depuis, l'homme a amorcé un net virage autoritaire, s'est attaqué à l'équilibre institutionnel issu de la Constitution de 2014 en s'octroyant les pleins pouvoirs constitutionnels, puis en bloquant les activités du Parlement avant de le dissoudre. En juillet 2022, il a fait adopter par référendum une nouvelle Constitution caractérisée par un pouvoir exécutif fort et faisant référence à l'islam comme

source du droit. Parallèlement, les voix dissidentes étaient muselées. Les mesures de répression visant une opposition pourtant atone sont devenues de plus en plus fréquentes, les motifs les moins crédibles devenant prétextes à arrestations. Le week-end du 11 au 13 février a ainsi été marqué par une vague d'interpellations de personnalités proches de l'opposition, suscitant dès le lundi 14 les commentaires inquiets du haut-commissaire des Nations unies aux droits de l'homme, Volker Türk, « face à l'aggravation de la répression contre ceux qui sont perçus comme des opposants politiques ».

« L'épicier de notre quartier m'a donné six bouteilles de lait »

En désignant désormais les migrants subsahariens à la vindicte populaire, Kaïs Saïed joue la stratégie du pire. L'ancien président tunisien Moncef Marzouki a fustigé des propos « lamentables et irresponsables » dont l'impact « a été catastrophique ». L'Union africaine a dénoncé des « déclarations choquantes ». Mais les effets au quotidien risquent de durer. « Maintenant, il suffit d'avoir la peau noire pour risquer de se faire agresser dans la rue, témoigne Freddy. Même si on a des papiers en règle. Et même si on a la nationalité tunisienne ». Certains étudiants craignent aujourd'hui de rejoindre leur école pour suivre les cours, et risquent de ne pas pouvoir finir leur cursus. Quelques-uns ont vu leur appartement visité et cambriolé. Freddy évoque aussi la situation de familles chassées du jour au lendemain par leur propriétaire, et qui se sont retrouvées à la rue en pleine nuit avec leurs enfants.

Face à ces tensions, l'Église tente de s'organiser. « On a apporté à manger à des étudiants qui n'osaient plus sortir », témoigne Freddy, qui ajoute, lucide : « Pour moi, ces propos du président, c'est destiné à distraire le peuple ». Mais beaucoup de Tunisiens qu'il rencontre n'en sont pas dupes : « L'épicier de notre quartier m'a donné six bouteilles de lait en pleine pénurie. On sent que des Tunisiens voudraient dire

pardon aux Subsahariens pour les propos de leur président. »

Franck Lefebvre-Billiez

Liban : les enfants de la crise

Élèves en décrochage scolaire du fait des crises à répétition des écoles libanaises, enfants de familles syriennes ayant fui la guerre et qui n'ont jamais été scolarisés : ce sont quelques-uns des profils d'élèves accueillis dans l'école où travaille Noémie, envoyée au Liban par le Défap. Des enfants qui ont déjà vécu trop de choses, mais attachants malgré leurs difficultés à s'adapter aux attentes du milieu scolaire... Témoignage.



Noémie avec ses élèves © Safe Haven, Beyrouth

Quel est le cadre de votre mission ?

Noémie : Je suis actuellement VSI (Volontaire de Solidarité Internationale) au Liban, pour une mission de deux ans. Je suis co-envoyée par le Défap et un autre organisme protestant : Mena. Je suis enseignante de français dans un centre d'éducation pour enfants dits « à risque », qui n'ont pas accès à l'éducation dans de bonnes conditions.

Quels sont leurs profils ?

Il y a tout d'abord beaucoup d'élèves syriens. Un grand nombre de réfugiés sont arrivés de Syrie au cours des dix dernières années, et les familles n'ont pas toujours pu scolariser leurs enfants parce qu'il n'y avait pas de place dans les écoles ; ou alors, uniquement dans des écoles privées, qui sont payantes, et les frais de scolarité sont hors de portée de parents ayant fui la Syrie. Deux des classes sont pour des enfants plus âgés, dix ans ou plus, et qui n'ont jamais été scolarisés. C'est donc leur première année ; et le projet de ce centre, c'est de leur permettre d'entrer dans les apprentissages, en espérant qu'ils puissent rejoindre un circuit d'enseignement classique.

Un deuxième profil d'élèves que l'on trouve dans cette école : des enfants majoritairement libanais, qui sont scolarisés le matin dans des écoles publiques, et pour lesquels il faut faire du soutien scolaire. Comme le reste du pays, les écoles publiques sont en crise au Liban : elles ont été très souvent fermées ces dernières années suite aux troubles sociaux, à l'épidémie de Covid-19, à l'explosion du port de Beyrouth, aux nombreuses grèves... Du coup, les inégalités se sont creusées entre les enfants de familles qui avaient la possibilité d'aider leurs enfants dans leur scolarité, et les autres, qui ont très peu progressé dans leurs apprentissages. Or les cours se poursuivent comme si l'école n'avait jamais arrêté, les programmes n'ont pas évolué en fonction de toutes ces interruptions, et les attentes vis-à-vis des élèves ne prennent pas en compte le retard pris dans les cours : on pourra demander par exemple à des classes de primaire de lire

des textes en sciences... alors que les bases de la lecture ne sont pas maîtrisées.

Il y a aussi un programme pour les plus petits, destiné surtout à des enfants de réfugiés syriens qui risquent d'avoir du mal à entrer dans les apprentissages et à s'habituer à l'école. On leur apprend à tenir un crayon, on leur montre des livres, des albums... Il s'agit aussi de leur apprendre à suivre des consignes, écouter l'enseignante, travailler en groupe...

Quelles ont été vos premières impressions du Liban ?

Contradictoires. D'un côté, j'apprécie beaucoup l'accueil ; l'hospitalité est une valeur très importante... Spontanément, les gens m'invitent, ils ont envie de me faire découvrir leur culture. Ils se montrent honorés et touchés que je fasse l'effort d'apprendre l'arabe. Ils me font découvrir la gastronomie du pays. Mais d'un autre côté, on voit bien que tout le pays est en crise ; et ceux que j'interroge ont un regard assez pessimiste sur la situation de leur propre pays. Il est difficile pour eux de se projeter dans l'avenir. La pauvreté est visible dans les rues : des enfants mendient, trient des déchets...J'ai aussi rencontré des personnes âgées qui ont plus de 70 ans et qui doivent travailler, faute de système de retraite. Ça fait mal au cœur.



Élèves de l'école où travaille Noémie © Safe Haven, Beyrouth

Et vos premières impressions du lieu où se déroule votre mission ?

À mon arrivée, j'ai été d'emblée immergée dans la culture locale. Au quotidien, mes collègues parlent arabe : j'ai dû m'adapter, même si je manque encore de maîtrise de la langue. Mais j'ai été aidée jour après jour, on m'a tout expliqué du fonctionnement de l'école.

Pendant tout le mois de décembre, j'étais en phase de découverte : j'ai pu voir comment travaillaient les autres enseignants, donner des coups de main, faire connaissance avec les enfants... C'était une période assez festive : au début du mois, on fête la Sainte-Barbe – une tradition importante dans la culture libanaise. Ensuite, il y a eu Noël. C'était un bon contexte pour apprendre à connaître les élèves.

Puis, au mois de janvier, j'ai vraiment commencé à enseigner après avoir vu, en concertation avec la directrice, sur quels projets je pouvais m'impliquer. J'anime donc, le matin, un atelier d'initiation au français pour les élèves des deux classes de maternelle ; et l'après-midi, je fais de l'aide aux devoirs. J'ai aussi commencé à enseigner les maths dans une des classes destinées aux élèves plus âgés qui n'ont jamais été scolarisés. Ce qui présente quelques difficultés : d'abord, bien sûr, il faut que je maîtrise les nombres en arabe ; ensuite, et c'est le principal défi, ces enfants qui ne sont jamais allés à l'école ont des niveaux très hétérogènes, et aucune habitude de ce qui est attendu des élèves. Ils ont du mal à rester assis, à tenir un crayon, à se repérer dans le temps (ils peuvent confondre les jours de la semaine ou les mois du calendrier)... C'est donc par là que j'ai commencé : leur apprendre à se repérer dans un calendrier. Puis je me suis mis à reprendre les bases en mathématiques. Ce qui me touche, même s'ils sont chahuteurs, c'est qu'ils sont très désireux d'apprendre et très respectueux, on sent chez eux une envie de s'impliquer et d'apprendre. Ils sont très attachants.

Quelles images, quels souvenirs vous ont le plus marquée depuis votre arrivée au Liban ?

Ma colocataire et moi avons été invitées dans une famille de réfugiés syriens : nous avons vécu là des moments forts, parmi des gens très accueillants. Il nous était difficile de communiquer du fait de l'obstacle de la langue... et pourtant, nos hôtes avaient tellement envie de nous accueillir ! Je me souviens d'une petite fille de douze ans qui a joué le rôle de la maîtresse de maison à notre arrivée, qui nous a servi le thé : elle était très touchante...

Une autre image qui me revient : celle d'une petite fille de maternelle, à l'école où je travaille. Une élève très agitée, qu'il faut tout le temps rappeler à l'ordre : nous savons qu'elle vient d'une famille nombreuse où elle n'a peut-être

pas toute l'attention dont elle aurait besoin. À la fin d'un cours, elle m'avait demandé de lui lire une histoire, dans un livre qu'elle avait avec elle : c'était « La petite marchande d'allumettes ». C'est une histoire triste ; on y parle de pauvreté, de froid, d'hiver, de mendicité... Je ne voulais pas lui lire la fin car elle est vraiment désolante. Et elle m'écoutait, très attentive... Je me suis demandée pourquoi cette petite fille voulait que je lui lise précisément ce livre. Je ne suis pas du tout sûre qu'un élève de son âge, dans une classe en France, aurait eu le même intérêt pour une telle histoire... Et elle a rapporté le même livre semaine après semaine. Elle voulait toujours que je le lui lise. Je me demandais quel écho cette histoire éveillait chez elle. J'étais très touchée de vivre ces moments-là avec elle.

J'ai aussi été frappée de la réaction des gens lors du séisme qui a frappé la Turquie et la Syrie. On l'a ressenti aussi au Liban, mais pas très violemment ; pourtant, il y a eu une forte émotion toute la semaine. Certains disaient que les secousses leur avaient rappelé l'explosion du port de Beyrouth. On sentait que c'était un moment qui ravivait pas mal de traumatismes. Et parmi les familles syriennes, beaucoup ont encore perdu des proches...

Un parcours œcuménique et écologique de Carême

Parmi les trois grands axes de travail que s'est fixé le Défap dans son programme « Convictions et actions – 2021-2025 » figure la sauvegarde de la création : le

Défap veut ainsi « s'engager pour la justice, le respect de la création et la dignité humaine ». Des préoccupations souvent intimement liées, et que résume bien le concept de « justice climatique ». Le Carême peut être l'occasion de mûrir une démarche de changement, avec toute la profondeur spirituelle nécessaire, c'est-à-dire non seulement un changement mais une réelle conversion. En ce temps de crise écologique et climatique, une équipe œcuménique a construit pour le Carême 2023, à l'initiative d'Église Verte, une proposition de chemin d'écoute de la Parole de Dieu, de prière et de réflexion autour des enjeux écologiques.



Cette « retraite » de Carême est à vivre individuellement en ligne, ou bien à plusieurs en paroisse/Église locale, par exemple avec l'équipe Église Verte, ou avec des frères et sœurs d'une communauté chrétienne voisine. En effet, face à

l'angoisse paralysante qui peut nous saisir devant l'étendue de la crise écologique, la réception communautaire est essentielle et favorise l'élan d'action.

Chaque semaine, du 22 février au 9 avril,

Ce parcours intitulé « Terre promise » propose :

- En ligne : une méditation du texte d'Évangile du dimanche, un témoignage de chrétiens ayant vécu un chemin de conversion écologique, une vidéo invitant à choisir de poser des actions, et un temps de relecture de la semaine sous le regard de Dieu
- En paroisse/Église locale : une lecture biblique et un temps de partage méditatif selon une méthode inspirée de la spiritualité ignacienne.

Porté par la plateforme catholique Prie en chemin, le parcours Terre promise est accessible soit sur le site internet, soit sur une application pour une écoute nomade, et nécessite une simple inscription à l'adresse suivante : <https://prieenchemin.org/inscription-careme-2023/>

Retrouvez dans les podcasts de l'EPUdF la présentation de ce parcours :

Carême protestant : Dieu, l'incandescence de la vie

Chaque dimanche sur France Culture, du 26 février au 2 avril 2023, de 16h à 16h30, découvrez comment Dieu révèle nos potentialités et porte notre vie à son incandescence. Ces conférences diffusées dans le cadre de l'émission « Carême Protestant » seront assurées par le pasteur James Woody, de l'Église Protestante Unie de France de Montpellier.



Illustration pour Carême Protestant © EPUdF

Carême et protestantisme semblent ne pas vraiment aller ensemble, si on l'envisage de manière stricte et sous la forme d'un jeûne, et associer les deux termes comme le fait Carême protestant dans une série de conférences diffusées chaque année sur France Culture ne peut qu'impliquer une pratique

bien différente.

Le Carême désigne la période de quarante jours précédant Pâques durant laquelle le croyant est invité à méditer sur sa propre vie en ayant à l'esprit le cheminement du Christ jusqu'à la Croix. Cette démarche spirituelle a notamment pour but de raviver la foi et de sortir le Chrétien de son inertie, de son endormissement en le poussant à abandonner sa routine quotidienne. La Réforme n'a en rien contesté l'importance du Carême pour la spiritualité, mais elle n'impose pas la pratique de la pénitence. Actuellement, les Églises de la Réforme ont malgré tout la volonté de marquer ce temps de Carême par l'organisation de nombreuses actions incitant le croyant à aller vers les autres (sous formes de don ou d'action humanitaire par exemple). En nuancant, on peut dire que certains luthériens, en Alsace-Moselle, à Paris, commencent le Carême avec le mercredi des Cendres, comme les catholiques, que les réformés ont institué des conférences de Carême, et que les Églises protestantes sont plus autonomes que les paroisses catholiques.

Les conférences de carême inaugurées par le pasteur Boegner en 1928 à la radio qui s'appellent depuis 1981 « Carême Protestant » montrent la démarche des protestants pour s'approprier cette période. C'est un temps de réflexion assidue pour mieux accueillir en soi le paradoxe que représente le Salut apporté par celui qui meurt sur une croix et qui manifeste la justification par Dieu de tous ceux qui croient, s'en remettent à Dieu pour donner du sens à leur vie. Ces émissions sont donc en soi un indice, une manifestation du fait que depuis des années, les protestants retrouvent l'utilité de ce temps précédant Pâques. Il n'existe, bien entendu, aucune règle institutionnelle en la matière. Mais le Carême peut, dans notre vie chrétienne, correspondre à un temps de réflexion. Une période pendant laquelle on peut se demander, ou se redemander, ce que signifie être disciple du Christ dans notre quotidien...

L'histoire de Carême protestant

1928

Le Pasteur Boegner présente sa première conférence dans sa paroisse de l'Annonciation. Il sera suivi par bien d'autres pasteurs. Pendant l'occupation, le Pasteur Boegner se battra avec la censure allemande pour que ses conférences soient retransmises par la radio. Il gagnera. Les retransmissions n'avaient pas le retentissement qu'elles ont actuellement ; les postes de radio n'étaient pas aussi nombreux.

1981

Le titre de « Carême protestant » apparaît pour la première fois – une trouvaille qui va faire une percée fulgurante dans tous les milieux et qui est maintenant déposée comme une marque. Peu à peu, le cercle des auditeurs de toutes confessions s'agrandit et comprend 25% de catholiques intéressés par la pensée protestante. Les conférences sont éditées en brochures, en cassettes audio et en CD qui connaissent un bon succès. « Carême protestant » fait partie des émissions satellites de France Culture qui couvrent l'Europe et le bassin méditerranéen, jusqu'en Égypte.

Depuis 1997

« Carême protestant » a son propre site internet, et les prédications sont proposées en intégralité aussitôt après Pâques.

Cette année, les conférences diffusées dans le cadre de « Carême Protestant » seront assurées par le pasteur James Woody, de l'Église Protestante Unie de France de Montpellier. Chaque dimanche sur France Culture, du 26 février au 2 avril 2023, de 16h à 16h30, vous pourrez, à travers ces émissions, vous engager dans un parcours pour découvrir comment Dieu porte notre vie à son incandescence. Il n'est pas toujours facile de repérer l'action de Dieu dans notre vie. Comment prend-il part à notre histoire ? À partir de six textes bibliques, le pasteur James Woody nous fait découvrir comment Dieu révèle nos potentialités et celles du monde dans lequel

nous vivons : il nous appelle à prendre des responsabilités, il crée les conditions d'un monde vivable, il oriente la parole vers la vérité, il restaure notre personnalité, il forge une fraternité universelle, il libère la vie de la mort.

Retrouvez ci-dessous le programme de ces six émissions :

CARÈME
PROTESTANT
2023



DIEU, L'INCANDESCENCE DE LA VIE

CARÈME
PROTESTANT
2023

| | |
|------------|--|
| 26 FÉVRIER | RÉPONDRE À NOTRE VOCATION EXODE 3, 1-18 |
| 5 MARS | CRÉER UN MONDE VIVABLE GENÈSE 1 |
| 12 MARS | PARLER VRAI 2 SAMUEL 16, 5-14 |
| 19 MARS | FAIRE VALOIR NOTRE PERSONNALITÉ MARC 5, 1-20 |
| 26 MARS | LA FRATERNITÉ ÉLARGIE LUC 22, 7-34 |
| 2 AVRIL | LA VIE LIBÉRÉE DE LA MORT 1 CORINTHIENS 15 |

Chaque dimanche sur France Culture

Du 26 février au 2 avril 2023, de 16h00 à 16h30

ou en podcast : www.franceculture.fr/emissions/careme-protestant

Rediffusion le lundi suivant à 21h30 sur Fréquence protestante

Solidarité chrétienne et appels à l'aide après les séismes en Turquie et Syrie

L'Action Chrétienne en Orient (ACO), proche partenaire du Défap, relaie les demandes d'aide des Églises de Syrie et appelle aux dons après le double séisme qui a frappé, lundi 6 février, le Sud-Est de la Turquie et une large partie du Nord de la Syrie. D'autres organismes chrétiens de solidarité internationale sont également mobilisés sur le terrain. Le nombre de victimes augmente d'heure en heure, alors que le travail des sauveteurs est considérablement gêné par les répliques qui se poursuivent et par la baisse des températures.



Image des dégâts du séisme à Alep © Presbyterian Church of Aleppo

[« Urgence Syrie » : faites un don](#)

La première secousse a eu lieu dans la nuit du dimanche 5 au lundi 6 février 2023, à 4h17 du matin : d'une magnitude de 7,8, elle a frappé le Sud-Est de la Turquie et une large partie du Nord de la Syrie – une région très exposée aux tremblements de terre. Des dizaines de répliques ont suivi, avant un nouveau séisme de magnitude 7,5 qui s'est produit neuf heures plus tard sur une faille voisine. Ce double séisme est le plus important en Turquie depuis le tremblement de terre du 17 août 1999, qui avait causé la mort de 17.000

personnes. Le tremblement de terre a aussi été ressenti au Liban et à Chypre. Selon l'institut géologique danois, la secousse a été enregistrée jusqu'au Groenland.

En dépit de la mobilisation internationale pour acheminer des secours, le bilan est terrible et s'alourdit d'heure en heure : il était de 4.300 morts et 19.000 blessés pour la Turquie et la Syrie au matin du 7 février. Un très grand nombre de victimes restent piégées sous les décombres des bâtiments effondrés. La pluie et la neige, les répliques qui se poursuivent (elles pourraient durer plusieurs jours) et la baisse des températures compliquent énormément le travail des sauveteurs. La Turquie est le pays totalisant le plus grand nombre de victimes. Mais en Syrie, ce double séisme vient s'ajouter à une situation de guerre qui gêne les opérations de secours. Les derniers bilans disponibles dans ce pays étaient les suivants mardi matin : dans la partie de la Syrie contrôlée par les forces gouvernementales, 1.431 blessés et 711 morts dans les provinces d'Alep, Lattaquié, Hama, Tartous ; et dans les zones sous contrôle des rebelles, au moins 733 morts et plus de 2.100 blessés, selon les Casques blancs (volontaires de la protection civile).

Syrie : tout manque après 12 ans de guerre

C'est précisément en Syrie que l'Action Chrétienne en Orient (ACO), proche partenaire du Défap, est en lien avec des communautés protestantes : le Synode Arabe (NESSL) et l'Union des Églises évangéliques arméniennes au Proche-Orient (UAECNE). Elle a lancé un appel aux dons, relayant la demande d'aide de ses deux Églises partenaires. « Les communautés et les écoles protestantes du Nord de la Syrie ont ouvert leurs locaux pour accueillir et aider des centaines de personnes en recherche de lieux sûrs et chauffés », indique le pasteur Mathieu Busch, directeur de l'ACO. « Les Églises demandent notre soutien dans les jours et les semaines à venir pour fournir de l'aide aux personnes dans le besoin : alimentation, eau potable, fuel pour produire de l'électricité et du

chauffage, aide au logement. » [Pour connaître les modalités de dons, en ligne ou par chèque, rendez-vous sur le site de l'ACO.](#)



Hébergement d'urgence de familles privées de toit après le séisme © Aleppo College

« Cette nouvelle épreuve, rappelle le pasteur Mathieu Busch, survient dans un contexte économique et social désastreux lié à douze années de guerre (pénuries d'énergie, de carburant, d'eau courante, de moyens de chauffage) et en pleine saison hivernale (pluies et froid). Et tout en appelant aux dons, il souligne que « l'Action Chrétienne en Orient est en mesure de faire parvenir votre soutien rapidement à nos Églises sœurs ».

D'autres organismes chrétiens de solidarité internationale, membres notamment du collectif Asah (Association au Service de l'Action Humanitaire) dont fait partie le Défap, sont

également mobilisés sur place. C'est le cas de Medair, spécialisé dans les actions d'urgence, qui intervient en Syrie, dans la région d'Alep. C'est le cas du SEL, via un partenaire local chrétien lié à l'Alliance Évangélique Libanaise. Le réseau international ADRA prépare également une aide d'urgence en Syrie, notamment de l'hébergement d'urgence.

Mathieu Bush : « Les nouvelles sont très difficiles »

« Les nouvelles de nos amis d'Alep sont très difficiles. Les répliques sismiques n'ont pas arrêté depuis la nuit dernière.

Il pleut et fait très froid (et il y a peu de chauffage en raison des pénuries de fuel et d'électricité). La plupart des gens préfèrent ne pas dormir chez eux par peur d'un nouveau séisme d'ampleur et de l'effondrement possible de nouveaux immeubles. Beaucoup sont dans leurs voitures, d'autres dans des lieux publics, ou au rez-de-chaussée des habitations.

Ainsi le pasteur Bchara et son épouse Houri sont réunis dans le bureau de l'Église du Christ avec une douzaine d'autres personnes qu'ils ont accueillies. Ils vont passer la nuit ensemble pour se soutenir et s'entraider, et vont peu

dormir. »

« Nous les portons dans nos pensées et prières ainsi que toutes les populations et victimes de cette grande région touchée par le séisme en Turquie et en Syrie. À Alep même il y a parmi les victimes un prêtre catholique décédé sous les décombres de son logement. »

« Au Liban aussi beaucoup de personnes ont fortement ressenti le séisme et ses répliques et certains préfèrent dormir à l'extérieur, dans des stades ou autre... »

Bénin : décès de Nicodème Alagbada, ancien président de l'EPMB

Nicodème Alagbada, qui avait présidé l'Église protestante méthodiste du Bénin (EPMB) de 2010 à 2017, s'est éteint dans la nuit du dimanche 5 au lundi 6 février 2023. Il avait également dirigé l'organe transitoire mis en place par le président de la République Patrice Talon pour gérer la crise qu'avait traversée l'Église. Le chef de l'État béninois est allé présenter ses condoléances aux proches du disparu.



Nicodème Alagbada – archives © Défap

La disparition de Nicodème Ibiladé Alagbada, ancien président de l'Église protestante méthodiste du Bénin, a été annoncée ce lundi 6 février 2023. Il est décédé à Yaoundé, au Cameroun, où il dirigeait les éditions CLÉ depuis son départ de la tête de l'EPMB. Il avait été hospitalisé après s'être plaint de maux de tête et de fatigue, avant de succomber à l'hôpital militaire de Yaoundé en cours de nuit.

Quelques heures après l'annonce de ce décès, le président de la République béninoise, Patrice Talon, s'est rendu chez le défunt en compagnie d'un autre ancien président de l'EPMB, Simon Kossi Dossou ; tous deux ont présenté leurs condoléances aux proches du disparu et à l'Église.

Patrice Talon et Nicodème Alagbada avaient tous deux joué un rôle important dans la réunification de l'EPMB, victime d'une grave crise qui avait abouti à 19 ans de division de fait, de 1998 à 2017. Nicodème Alagbada avait été président de l'aile EPMB Synode, qui s'opposait à l'EPMB Conférence durant la phase aiguë de cette crise ; il avait ensuite présidé l'OTG (Organe transitoire de gestion) mis en place sous la médiation du président Patrice Talon, qui avait permis de ramener la paix au sein de l'Église. Cette réconciliation avait été célébrée lors d'un synode général au cours de l'été 2017, qui avait vu l'élection de l'actuel président de l'EPMB : le pasteur Kponjesu Amos Hounsa.

Nicodème Alagbada était né le 10 mai 1959 à Takon (Sakété). Il était entré au ministère pastoral en 1988. Il avait également été maître de Conférences de la Faculté de Théologie et Sciences religieuses de l'Université protestante d'Afrique de l'ouest (UPAO) de Porto-Novo et président du conseil d'administration de l'Université protestante d'Afrique centrale (UPAC) de Yaoundé.

Le Bénin est un pays où le Défap suit depuis longtemps des projets en lien avec l'EPMB, une Église qui revendique 90 000 membres répartis dans 420 paroisses, desservies par 72

pasteurs, et qui a lancé dès le début de 2022 les festivités des 180 ans de son implantation dans ce pays.

Courrier de mission : Être témoin de paix en Israël et Palestine

Pour ce mois de janvier 2023, Marion Rouillard a reçu Marilyn, une volontaire du programme EAPPI, dans l'émission « Courrier de mission – le Défap ». Après trois mois de présence au Proche-Orient, elle témoigne de sa mission : « accompagner les populations les plus fragiles, les plus exposées à la colonisation, à l'occupation militaire et aux violations des droits de l'homme ». Les volontaires du programme EAPPI, mis en place en 2022 par le Conseil œcuménique des Églises, viennent d'une vingtaine de pays ; en France, leur suivi administratif est assuré par le Défap. Décrire à leur retour ce qu'ils ont vécu, à travers des lettres ou des cycles de conférences, fait partie de leur engagement.



Vue du camp de bédouins de Khan Al Ahmar © EAPPI

L'arbitraire et les humiliations auxquels sont soumis les Palestiniens qui doivent quotidiennement franchir des « checkpoints » tenus par l'armée israélienne afin d'aller travailler ; le récit d'une audience devant un tribunal militaire... Marilyn a passé trois mois en Palestine dans le cadre du programme EAPPI et, en ce mois de janvier 2023, elle témoigne au micro de Marion Rouillard. Ce programme vise à accompagner les Palestiniens et les Israéliens dans leurs actions non violentes et leurs efforts concertés en vue de mettre fin à l'occupation. Les participants suivent et rapportent les violations des droits de la personne et du droit international humanitaire, soutiennent les actes de résistance non violente aux côtés des Palestiniens chrétiens et musulmans locaux et des militants pacifistes israéliens, offrent une protection par leur présence non violente, mènent une action de promotion au niveau politique et, de manière générale, manifestent leur solidarité aux Églises et à tous

ceux qui luttent contre l'occupation. EAPPI cherche aussi à fournir des informations fiables et à jour sur la situation d'occupation.

L'envoi d'observateurs œcuméniques dans le cadre d'EAPPI a repris en 2022 après deux ans d'arrêt notamment pour cause de pandémie de Covid-19. Ce programme du COE (Conseil œcuménique des Églises), dont le nom complet est Ecumenical accompaniment program in Palestine and Israel, est soutenu par le protestantisme français depuis ses origines en 2002. En France, le suivi administratif des volontaires qui y prennent part est assuré par le Défap.

EAPPI : le témoignage de Marilyn au micro de Marion Rouillard

Courrier de Mission – le Défap

Émission du 25 janvier 2023 sur Fréquence Protestante

Comme le décrit Marilyn, les participants de ce programme, qui viennent d'une vingtaine de pays et sont présents trois mois sur place, « accompagnent les populations les plus fragiles exposées à la colonisation, à l'occupation militaire et aux violations des droits de l'homme ». Les « checkpoints » sont un des lieux emblématiques où sont déployés les observateurs d'EAPPI. Des milliers de Palestiniens, habitant en Cisjordanie et rejoignant leur lieu de travail en territoire israélien, doivent y patienter des heures chaque jour, dans des conditions pénibles ; et leur passage peut être à tout moment refusé sans raison valable. La présence de témoins étrangers ne change guère les relations entre Palestiniens et soldats israéliens : « Nous sommes tolérés », admet Marilyn. « Je ne crois pas que notre présence soit tellement dissuasive » face aux violations de droits. Toutefois, « elle aide les Palestiniens. Ils savent qu'ils peuvent avoir auprès de nous une écoute bienveillante ». Surtout, les observateurs

œcuméniques témoignent dans leurs rapports de ce qu'ils peuvent voir au quotidien.

« Nous avons deux missions, souligne Marilyn : observer les événements vécus et envoyer des rapports quotidiens aux grandes ONG de défense des droits de l'homme, à l'Onu, à l'équipe locale à Jérusalem qui est sur place et nous accompagne. » Les passerelles avec les ONG locales sont importantes : « nous sommes tenus de rencontrer régulièrement des associations palestiniennes et israéliennes de défense des droits de l'homme », souligne Marilyn. Pas question en revanche d'intervenir directement, d'entrer en dialogue avec les soldats israéliens pour comprendre les raisons qui les poussent à refouler telle personne au checkpoint... Et c'est l'un des aspects les plus difficiles de ce type de mission. Marilyn évoque le cas d'une jeune femme dont le passage a été refoulé à Bethléem au « checkpoint 300 » : « elle avait toutes les autorisations, une pièce d'identité, des documents médicaux qui précisaient les raisons de sa visite... Elle a été refoulée alors qu'elle devait aller voir son enfant hospitalisé en cancérologie. Elle nous a dit qu'elle réessaierait plus tard, au bout de quelques heures, quand les soldats qui l'avaient refoulée ne seraient plus là... »



L'une des missions des accompagnateurs œcuméniques : assurer une présence et témoigner au niveau des checkpoints tenus par l'armée israélienne. Ici, celui de Kalendia © EAPPI

Au cours de cette même mission, Marilyn, en compagnie d'autres observateurs œcuméniques, a eu aussi « le privilège d'assister à une audience du tribunal militaire israélien » qui juge les Palestiniens soupçonnés de violences. Une présence très encadrée : « pas le droit de prendre de photos, les passeports devaient être laissés à l'entrée ; on avait le droit de prendre des notes ». Pas moins de « douze jeunes Palestiniens » devaient y être jugés ; ils avaient « entre 16 et 22 ans ». Au cours de cette audience, « les avocats avaient trois minutes pour défendre chaque jeune. Parfois, ils n'avaient même pas eu accès au dossier de leur client ».

Ce dont témoigne aussi Marilyn, habituée de la région, où elle vient régulièrement depuis 2003, c'est du durcissement des relations entre Israéliens et Palestiniens : « Les choses se sont vraiment dégradées. La colonisation a fait beaucoup de dégâts, l'occupation militaire aussi ». Au point de se demander à quoi pourrait ressembler la paix aujourd'hui... « Mais si on n'a pas cet espoir, autant rester au lit ! » Après cette expérience, Marilyn envisage d'ailleurs de repartir dans le cadre de ce programme : « C'est mon vœu le plus cher. C'est un programme magnifique qui mérite d'être mieux connu. J'encourage toutes les personnes éprises de justice et de paix d'aller à la rencontre », non seulement des Palestiniens, mais aussi « des associations israéliennes, au sein desquelles il y a des gens magnifiques qui œuvrent aussi ». Et de souligner, en conclusion, que « l'office de Jérusalem attend des Français. »

Depuis le lancement du programme EAPPI, les Églises membres du COE ont recruté plus de 2000 accompagnateurs et accompagnatrices bénévoles, pour des missions de trois mois dans les six lieux d'engagement en Cisjordanie. Le programme assure ainsi la présence continue de 25 à 30 accompagnateurs

et accompagnatrices œcuméniques, soutenus par l'équipe de Jérusalem. Un Groupe de référence local représentant les communautés et Églises qui ont demandé à bénéficier du programme contribue à l'orientation de ce dernier, avec l'équipe du COE à Genève et les coordinatrices et coordinateurs nationaux dans les pays d'envoi. Dans le cadre de ce programme, EAPPI-France s'est fixé comme objectif d'envoyer au moins un ou deux volontaires par an.

De retour du Cameroun : le témoignage de Valérie Nicolet, Doyenne de l'IPT

Valérie Nicolet, Doyenne de la Faculté de Paris de l'Institut protestant de Théologie (IPT), a effectué courant janvier 2023 une mission courte au Cameroun avec le Défap. Professeure de Nouveau Testament, elle avait été invitée pour dispenser des cours à Yaoundé, à l'UPAC, ainsi qu'à la faculté de théologie de Foulassi. Elle raconte.



Valérie Nicolet lors d'un cours dispensé à l'UPAC © Défap

Enseigner au Cameroun était une expérience nouvelle pour vous : qu'en retirez-vous ?

Valérie Nicolet : Je suis arrivée un lundi soir à Yaoundé, en pleine nuit, et j'ai découvert le bruit, un mouvement permanent dans les rues, un ballet de motos... et dès le lendemain matin, je donnais mon premier cours à l'UPAC (l'Université protestante d'Afrique centrale). J'ai tout d'abord eu l'impression qu'il était assez fou de me retrouver ainsi dans une université qui n'avait a priori pas grand-chose de commun avec celles que je connaissais... Et pourtant, je me suis vite aperçue que, dès lors qu'on travaille ensemble sur les mêmes sujets, une compréhension mutuelle s'établit assez rapidement. Malgré des parcours très différents, on se retrouve autour de questionnements théologiques très proches. Les étudiants de l'UPAC peuvent avoir des problématiques très similaires à ceux de l'IPT. On peut trouver, à Yaoundé comme à

Paris, des parcours marqués par des traditions chrétiennes dans lesquelles le rapport au texte biblique est assez immédiat : si je suis dans un tel contexte, je peux avoir facilement le sentiment que le texte biblique me parle directement, de manière personnelle. Le passage par les études théologiques fait prendre conscience d'une nécessaire distance historique et critique : on doit faire alors un pas de côté par rapport au texte biblique. Dès lors, la question qui se pose est : comment se rapprocher le texte biblique après avoir fait ce pas de côté ? Comment faire en sorte qu'il me parle encore, en dépit de cette distance ?



Valérie Nicolet sur le campus de l'UPAC, aux côtés du doyen Charles Elom NNanga © Défap

Votre expérience la plus déroutante au cours de ce séjour ?

Ce n'était pas à Yaoundé, où j'ai donné des cours pendant trois jours, mais à trois heures plus au sud : à Foulassi. J'ai passé deux jours dans cette ville, à donner des cours sur les liens entre exégèse et herméneutique à l'institut de théologie de l'Église presbytérienne camerounaise (EPC). Je me

suis retrouvée dans un lieu où seuls des hommes étudient la théologie. J'avais face à moi un auditoire de 50 à 70 hommes, tous habillés en noir, selon le code vestimentaire des pasteurs ; j'étais la seule femme et c'était moi qui devais enseigner... Le lendemain, autre expérience : je devais donner un cours aux épouses des étudiants, dans le cadre de la section féminine du séminaire de Foulassi. Le thème en était la place de la femme dans le Nouveau Testament. Et leurs époux étaient aussi présents. Un contexte particulier, et un défi intéressant pour moi : connaissant les décisions prises par leur Église, et sachant la position des pasteurs et des étudiants en théologie sur la place de la femme, comment leur faire entendre certaines choses allant à l'encontre de leurs convictions personnelles ? Nous étions là dans une situation de communication interculturelle où chacun partait de positions très éloignées. Et la question était : où peut-on se rencontrer ? J'avais l'avantage d'arriver dans cet Institut de Théologie en tant qu'enseignante, c'est-à-dire en position d'autorité. Comme je laisse beaucoup d'espace pour des discussions dans le cadre de mes cours – ce à quoi ces étudiants n'étaient pas habitués – j'ai assez vite eu des questions. Ce sont les étudiants qui les ont posées – pas leurs épouses – mais avec un respect visible pour mon statut de professeur. Je me suis rendu compte qu'ils étaient prêts à entendre beaucoup de choses. Jusqu'à me demander ce qu'il était possible de faire dans le cadre de leur Église, où le rôle de la femme est peu reconnu... Je leur ai dit alors que si l'on peut, historiquement, reconstruire à quoi correspondait la place des femmes dans l'Église du Ier siècle, il leur revenait, à eux, de voir ce qui est possible au sein de leur Église aujourd'hui (1).

Un sujet particulier de reconnaissance ?

Je l'ai beaucoup répété au cours de mon séjour : je suis particulièrement reconnaissante pour l'accueil que j'ai reçu. J'avais l'impression que je n'en méritais pas tant. Tous mes

interlocuteurs étaient prêts à changer leurs habitudes, leurs priorités pour que mon séjour se passe au mieux. Et il est vrai que, lorsqu'on arrive à Yaoundé, venant de France, on ne peut littéralement pas faire un pas tout seul : on n'est absolument pas autonome. C'est là une expérience qui incite à l'humilité. Et au-delà de la gratitude pour l'accueil que l'on m'a fait, ça me questionne sur nos propres manières d'accueillir.



*Valérie Nicolet avec les étudiants en théologie de Foulassi ©
Défap*

(1) Valérie Nicolet revendique une approche féministe dans son travail de théologienne. Voir cette [conférence sur « Féminismes et Bible »](#) organisée par les paroisses parisiennes de Montparnasse-Plaisance et de Saint-Jean.

Pasteurs venus d'ailleurs : témoignages

Les deux sessions d'accueil de pasteurs venant d'autres pays et d'autres contextes culturels, qui ont été organisées au Défap en octobre 2022 et janvier 2023, étaient une première : comment les principaux intéressés ont-ils vécu cette expérience ? Qu'en ont-ils retiré ? Quelques réponses à travers ces témoignages filmés de participants...



Participants de la « session d'accueil » organisée par le Défap, le 23 janvier 2023 © Défap

Meilleure approche des relations interculturelles, meilleure connaissance du contexte français tant social que législatif, échanges stimulants avec d'autres pasteurs découvrant eux

aussi les Églises de France : tels sont quelques-uns des apports des « sessions d'accueil » du Défap les plus fréquemment soulignés par les participants. Ces deux sessions concernaient une quinzaine de pasteurs étrangers entrant dans le corps pastoral en Europe (en France et en Belgique). Elles ont eu lieu les 10-12 octobre 2022 et 23-25 janvier 2023. C'est à la demande de trois Églises protestantes – l'Église protestante unie de France (EPUdF), l'Union des Églises protestantes d'Alsace et de Lorraine (UEPAL), et l'Église protestante unie de Belgique (EPUB) – qu'elles avaient été organisées par le Défap.

La première de ces sessions combinait des modules généraux présentant les diverses Églises dans lesquelles les nouveaux arrivants seront amenés à devenir pasteurs, ou destinés à leur donner des repères sociétaux, culturels et sur les styles de vie ou sur des questions clés comme celle de la laïcité, avec des témoignages de pasteurs étrangers déjà présents depuis plusieurs années en France. Un autre module s'attachait à questionner les stéréotypes sur les pays d'origine ou d'accueil des nouveaux arrivants. Avec, pour cette session, quatre objectifs affichés : donner des repères légaux et sociétaux ; améliorer la connaissance des Églises ; donner des informations déontologiques et financières ; mais aussi mettre en réseau les ministres nouvellement arrivés, leur proposer des personnes ressources. Quant à la deuxième session, elle tournait essentiellement autour des questions interculturelles : il s'agissait, trois mois après, de favoriser la prise de recul par le partage, de donner des éléments d'interculturalité, et de renforcer les acquis de la première session.

Retrouvez ci-dessous quelques témoignages sur ces sessions d'accueil :

Rosner Lormil est vicaire de l'UEPAL entrant dans la carrière, en formation auprès du pasteur Christian Montfort (Gerstheim). Pour lui, cette double session d'accueil permettait aux

participants de « confronter nos réalités particulières (...) pour les mettre au service de nos communautés » et être ainsi des « témoins efficaces de l'Évangile ».

Sony Ndagho Tshita est pasteur suffragant, à la paroisse UEPAL de Schwindratzheim. Cet accueil lui a permis de « découvrir beaucoup de choses sur la culture chrétienne française ». Et de se rendre compte des apports possibles des uns et des autres « dans le vécu de leur foi ».

André-Zabulon Dajrra est pasteur associé à la paroisse EPUDF de Montélimar-Le Teil. Pour lui, ces sessions organisées au Défap ont été utiles pour « nous découvrir nous-mêmes, et apprécier davantage la culture qui nous accueille ».

Maximilien Luzeka Disonama est pasteur à la paroisse UEPAL de

Hagondange/Maizières-lès-Metz. Pour lui, exercer son ministère en France et participer à ces sessions d'accueil lui a permis « de prendre un peu de recul pour que cette parole qui nous unit, l'Évangile, soit audible à la fois dans la culture de l'autre, et dans la mienne. »

Etienne Bonou est pasteur associé de l'EPUdF, à l'Église du Plateau lorrain. Cette formation lui a permis « de découvrir certaines réalités qui ne sont pas celles de mon pays ».

Peter Hanson, pasteur à l'Église protestante unie de Lyon rive-gauche et à l'Église anglicane Trinity Church Lyon, œuvre pour ces deux Églises à un projet missionnaire commun d'ouverture sur la société : le projet Passe-Way, du français « passerelle » et de l'anglais pathway (« passage »). Il dit avoir reçu « beaucoup d'informations utiles pour comprendre les relations interculturelles et gérer les conflits » ; mais ce qui lui a été le plus bénéfique, ce sont « les relations d'amitié nouées avec les autres pasteurs ».

Sarah Hanson, venue du Minnesota, œuvre à la fois à l'Église protestante unie de Lyon rive-gauche et à l'Église anglicane Trinity Church Lyon. Elle dit avoir mieux compris « les structures des Églises francophones en Europe et les réalités vécues par les pasteurs ».

Pasteurs venus d'ailleurs : « On ne cesse jamais de grandir »

La deuxième session destinée à accueillir les pasteurs venus d'autres pays et d'autres contextes culturels, organisée au Défap à la demande de trois Églises protestantes de France et de Belgique, s'est déroulée du 23 au 25 janvier à Paris. Objectif : faire le point et partager les expériences, trois mois après la première session ; et permettre aux uns et aux autres, non pas de repartir avec des réponses toutes faites à tous les problèmes, mais de se doter d'une « boîte à outils ».



Les participants prennent place pour la deuxième session d'accueil des « pasteurs venus d'ailleurs », le 23 janvier 2023 au Défap © Défap

Ils sont venus de Pologne, du Congo, d'Haïti, de Finlande, des États-Unis, du Bénin, du Cameroun... Ils sont désormais pasteurs ou suffragants dans des paroisses françaises ou belges, au sein de l'Église protestante unie de France (EPUdF), de l'Union des Églises protestantes d'Alsace et de Lorraine (UEPAL), de l'Église protestante unie de Belgique (EPUB)... Tous ayant, en dépit de leurs origines multiples et de la diversité de leur parcours, un défi commun : celui d'exercer un ministère pastoral dans un contexte culturel nouveau pour eux, et dans une société dont ils ne maîtrisent pas forcément tous les codes. Après la première session d'accueil des « pasteurs venus d'ailleurs » organisée en octobre au Défap, la deuxième session s'est déroulée du lundi 23 au mercredi 25 janvier. Les participants étaient les mêmes, mais trois mois après, les objectifs différaient quelque peu. Il ne s'agissait plus

seulement de donner des repères sur la société, sur la législation, sur l'Église d'accueil et sur les modes de vie. Il s'agissait de revenir sur ces trois mois vécus en paroisse et de « débriefer » ; d'évoquer les rencontres, surprises et découvertes des uns et des autres, et de donner des éléments plus poussés d'interculturalité.

Surprises et découvertes qui n'ont pas manqué, comme on pouvait le deviner dès l'ouverture de cette deuxième session, le lundi à la mi-journée : « On ne cesse jamais de grandir, on ne cesse jamais d'apprendre », notait ainsi l'un des participants en se présentant au groupe. Pour un autre, « on est toujours en chemin ». Un troisième, venu d'Afrique de l'Ouest et actuellement dans une paroisse du centre de la France, évoquait son premier « baptême de neige ». Pour Laura Casorio, l'une des animatrices de cette session d'accueil de pasteurs, « faire le point » sur tout le vécu et les expériences des uns et des autres depuis octobre était bien « le fil rouge de cette session ». Le but étant, au-delà, à l'issue de ces trois nouvelles journées, de « les outiller » pour leur permettre, non d'accumuler des réponses standardisées et toutes faites à chaque situation, mais de trouver leurs propres solutions. Elle-même originaire d'Italie, ayant vécu de nombreuses années en France avant de travailler en Suisse, où elle est désormais, à sa grande surprise, assimilée à une Française, ne manquait pas de souligner : « On a tous des parcours riches ; on a tous des attentes, des expériences, des anecdotes, des échecs, des fiertés. On va partager des clés de lecture, pour que chacun puisse rentrer chez soi avec sa boîte à outils ».



*Vue de la première journée la deuxième session d'accueil des
« pasteurs venus d'ailleurs » © Défap*

Parmi les principaux sujets pouvant générer malentendus ou frictions, les premiers à ressortir, lors de travaux de groupes, ont été ceux de la place du religieux dans la société, et de l'équilibre entre vie personnelle et rôle pastoral. Des thématiques qui peuvent entraîner des incompréhensions, non seulement pour des pasteurs venus d'autres continents comme l'Afrique, mais aussi entre ministres et paroisses de pays pourtant géographiquement beaucoup plus proches : « On s'est aperçu qu'on ne faisait pas toujours assez attention à des différences culturelles entre pays voisins (comme entre la France et la Suisse), alors qu'elles peuvent parfois porter sur des questions assez fondamentales », notait ainsi en marge de la session Vincent Nême-Peyron, président de la Commission des ministères, « commission d'embauche » des futurs ministres de l'EPuDF.

Retrouvez ci-dessous l'émission de radio diffusée sur Fréquence protestante et présentant la première de ces sessions d'accueil :

**Une première session pour
accueillir les pasteurs d'origine
étrangère, émission présentée par
Marion Rouillard**

Courrier de Mission – le Défap

Émission du 26 octobre 2022 sur Fréquence Protestante

La Commission des ministères a d'ailleurs pris depuis plusieurs années toute la mesure des changements induits par les évolutions de la société sur le profil des pasteurs. Au point de se poser, non seulement la question de l'accueil de pasteurs issus d'autres Églises et d'autres contextes culturels, mais aussi celle des manières de témoigner dans une société de plus en plus multiculturelle : « Les pasteurs issus de notre Église vont être eux-mêmes confrontés à des personnes qui viennent d'ailleurs. Témoigner de l'Évangile dans la société française en 2040 ? Ce sera forcément dans une société très multiculturelle et très multireligieuse », soulignait ainsi Vincent Nême-Peyron un an avant l'organisation de ces sessions d'accueil dans Échanges, mensuel de l'Église protestante unie de France de la région Provence-Côte d'Azur-Corse. Prise de conscience similaire au sein de l'Union des Églises protestantes d'Alsace et de Lorraine (UEPAL), autre Église membre du Défap ; et également, plus au nord, au sein de l'Église protestante unie de Belgique (EPUB). C'est de cette préoccupation commune qu'est née la demande, exprimée au Défap par ces trois Églises, d'une série de sessions permettant d'accueillir des ministres ou suffragants venant de l'étranger.

Nuit de la lecture du Défap : croiser les regards

Pour la première fois en ce mois de janvier 2023, le Défap a pris part aux « Nuits de la lecture », événement organisé par le Centre national du livre. Sur le thème de la « Peur de l'autre », les temps de lecture par les participants ont été entrecoupés d'animations, d'échanges autour de mots, de phrases, ou d'émotions retirés des textes choisis pour cette soirée. Quant aux extraits qui avaient été sélectionnés pour l'occasion dans le fonds de la bibliothèque du Défap, ils ont été regroupés dans un recueil. Un travail qui a vocation à servir de support d'échanges et d'animations dans d'autres circonstances : il a ainsi été présenté lors de la deuxième session d'accueil des « pasteurs venus d'ailleurs ».



« Nuits de la lecture » : l'affiche à l'entrée du Défap, au 102 boulevard Arago © Défap

Une soirée en petit comité, mais avec des échanges d'autant plus riches : la première « Nuit de la lecture » du Défap a eu lieu le vendredi 20 janvier 2023. Sur le thème général de « La Peur », qui avait été choisi pour cette année, après une édition 2022 consacrée à « L'Amour », le Défap avait sélectionné une série de textes autour de la « Peur de l'autre ». Avec parmi les auteurs des noms comme Daniel Pennac, Mohamed Mbougar Sarr, Cécile Millot, Pierre Diarra, Rachel Khan, Ysiaka Anam ; provenant de genres aussi divers que le roman, l'essai, la poésie ; explorant des domaines aussi éloignés que la théologie, la philosophie ou le militantisme ; avec également des articles (de la presse généraliste ou de revues universitaires)... Et pour les lire et leur donner vie, des voix tout aussi variées, celles de lecteurs ou lectrices souvent entre deux pays voire entre deux

continents : entre Europe et Afrique, entre France et Madagascar...

Les « Nuits de la lecture » ont été créées en 2017 par le ministère de la Culture pour promouvoir le livre et la lecture. Elles ont d'emblée trouvé leur place et réunissent chaque année plusieurs milliers d'événements organisés partout en France. Pour sa première participation, le Défap a voulu mettre en avant le fonds de sa bibliothèque – et notamment son fonds contemporain, moins connu que celui qui tourne autour de l'histoire des missions protestantes.



Fou, eux et nous, l'autre, peur, mépris, limites & frontières, sécurité, pas les mêmes, prendre le temps, instinct de conservation, les tripes, rire gras, vazaland, distance, réfléchissons un peu, universalisme, humain & divin, nuisance, sorcellerie, métisse & mutation, irrationnel, identités, "l'autre peut faire peur, m'induire en erreur mais il peut aussi m'aider à tendre vers la vérité", société du futur, asservir ou servir l'autre, l'autre est indispensable à mon existence, l'autre comme question peur, mixité & non mixité, la violence est une hémorragie interne, violence horizontale, racisme fruit de l'ignorance, le regard de l'autre, pour accepter l'autre il faut l'avoir rencontré, paresse intellectuelle, être & être, méfiance, défiance, violence "l'autre qui me laisse ma place, toute la place" & réciproquement

décomposition & recomposition, l'hôte devient l'hôte de son hôte, hospitalité, peur de la dissolution, angoisse sociale, panique, intranquillité, l'autre en nous, étrangeté, terreur, bienveillance, accueillant de l'autre que l'on rencontre & l'autre en soi, nécessité vide en soi, de la solitude pour devenir l'autre, lui laisser une place, pressions internes influencées par l'externe, je suis l'autre de quelqu'un toujours

Nuit de la lecture du Défap : des échanges riches, stimulés par un choix de textes éclectique autour de la « Peur de l'autre » © Défap

C'est de là que provenaient la plupart des extraits

sélectionnés pour être lus à haute voix le 20 janvier. Avec des rencontres parfois étonnantes entre les textes et les voix qui les portaient... « J'y ai vu là une forme de méditation entre le laïc et le religieux », commente ainsi Basile Zouma, secrétaire général du Défap, qui était présent à la soirée : « On y a même lu un psaume – après tout, ce sont des textes qui font partie du patrimoine littéraire de l'humanité ». Originaire du Burkina-Faso, ayant vécu au Maroc, puis ayant longtemps été pasteur en Normandie, il s'est retrouvé à lire un texte sur la sorcellerie. Des participants se sont faits, pour la soirée, les porte-voix de textes écrits par des auteurs issus de contextes culturels très éloignés des leurs. Une femme banche prêtait ainsi sa voix à deux textes écrits par des femmes noires... À l'opposé, Cécile Millot, ancienne envoyée du Défap à Madagascar, et qui a publié un livre sur son expérience malgache, lisait son propre témoignage.

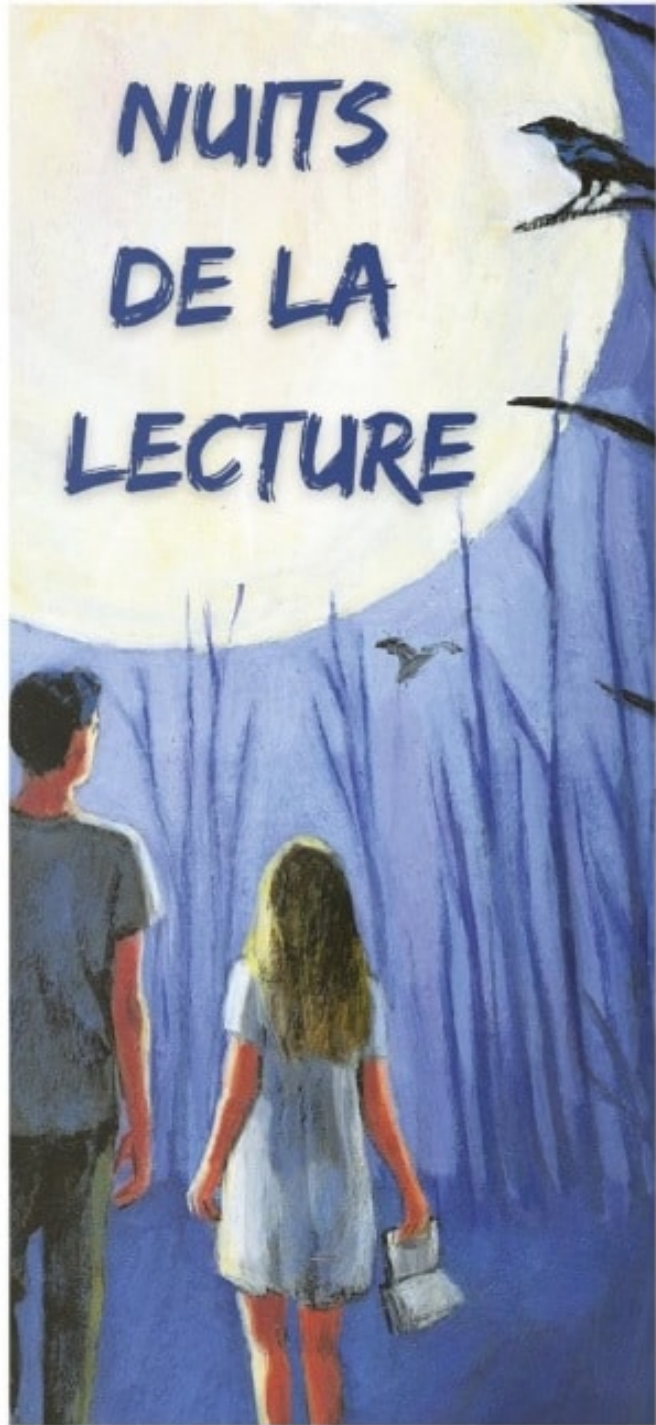
Des temps d'animation sont aussi venus ponctuer ces lectures : des échanges entre les participants autour de mots, de phrases, ou d'émotions évoquées dans les textes lus en cours de soirée. Ces échanges libres ont été retranscrits sur un paperboard pour constituer une œuvre commune. Quant aux extraits puisés dans le fonds de la bibliothèque du Défap, et qui avaient été choisis pour cette soirée, ils ont été regroupés dans un recueil. Un travail qui pourra être réutilisé en d'autres occasions : ce recueil a ainsi été utilisé et distribué, lundi 23 janvier, lors de la deuxième session d'accueil des pasteurs venus d'ailleurs. Et il est consultable à la bibliothèque. Pour en avoir un aperçu sur Calameo, cliquez sur l'image ci-dessous :



Lectures à voix haute
Soirée gratuite
Public adulte

20 Janvier 2023
| 19h-21h

Au 102 boulevard Arago
75014 Paris



NUITS DE LA LECTURE

DE L'AU
TRE

P
E
U
R



Service
Protestant
de mission

Défap